Paris (3ème) – la mairie de Paris renonce à transformer la Bourse du Travail en logements sociaux et en centre pour migrants suite à une mobilisation des syndicats (MàJ)

10/04/2025 à 22h56



10/04/25

La Bourse du travail de Paris n'accueillera finalement ni logements sociaux ni centre d'hébergement d'urgence. La levée de boucliers de l'intersyndicale parisienne (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, Solidaires et FSU) qui appelait à un retrait du projet menaçant «*un lieu indispensable pour conseiller, accompagner et organiser les travailleuses et les travailleurs de Paris*», a porté ses fruits.

L'exécutif parisien a renoncé au projet en ne mettant pas à l'ordre du jour la proposition lors du Conseil de Paris, mardi 8 avril. Lors du conseil local du 25 mars, la mairie de Paris-

Centre, qui regroupe les quatre premiers arrondissements de la capitale, avait franchi la première étape. Elle avait adopté un vœu en faveur de la transformation de la Bourse du Travail, établissement public de la ville qui accueille les bureaux, réunions, permanences et assemblées générales des organisations syndicales parisiennes.

Libération

7/04/25

Selon France 3 Régions, le projet du maire PS de Paris Centre, Ariel Weil, visant à transformer l'annexe "Turbigo" de la Bourse du Travail en logements sociaux et centre d'hébergement d'urgence, provoque la colère d'une centaine d'organisations syndicales. La décision, adoptée en conseil local le 25 mars, est jugée "brutale et choquante" par Céline Carlen (CGT Commerce), qui dénonce l'absence de concertation.

Les syndicats (CGT, FO, CFDT, CFE-CGC, CFTC, FSU, Solidaires, Unsa) se sont réunis en intersyndicale pour exiger le retrait du projet, qu'ils jugent "hypocrite" et préjudiciable à un lieu "historique et emblématique" du syndicalisme. Rémy Frey (CGT) y voit "des prétextes" masquant une stratégie politique à un an des municipales.

Le maire justifie son initiative par l'"urgence à créer du logement" à Paris Centre, où le taux de logements sociaux n'atteint que 10 %, loin des 25 % imposés par la loi SRU. Il propose à terme que ces logements bénéficient aux agents publics. Malgré la fronde, Ariel Weil se dit "déterminé" à présenter son projet au Conseil de Paris début juin, après un délai de concertation.

Un rassemblement syndical est prévu le 11 avril devant l'hôtel de ville pour protester contre cette décision, vécue comme une "attaque contre le droit syndical" et une méconnaissance du rôle central de la Bourse du Travail dans les luttes sociales

récentes.